

## INTRODUCTION

---

Toute étude critique de bon aloi de l'économie contemporaine – à l'échelle mondiale, comme à l'échelle nationale ou locale – repose sur l'axiome qu'il existait jusqu'à la fin des années quatre-vingt deux types de société régis par deux grandes idées politiques : la société libérale ou capitaliste et la société socialiste ou collectiviste. Il s'agirait alors de savoir laquelle des deux est la plus apte à nous assurer un développement économique le plus large et, accessoirement, de laquelle nous tenons cet essor prodigieux – économique, social et culturel – qui a placé, en moins de deux siècles, l'activité de l'humanité à ce haut niveau que nous connaissons.

Ne peut-on voir déjà trois défauts majeurs à une vue aussi manichéenne des choses ?

D'abord, et tout spécialement en France, il n'y a jamais eu de libéralisme pur, pas plus que de socialisme pur, mais des systèmes hybrides, des formes de dirigisme plus ou moins prononcées : du capitalisme dirigé avec les gouvernements classés à droite ou au centre (le gaullisme, le « libéralisme avancé » de V. Giscard d'Estaing en sont des formes mouvantes) et du dirigisme libéral avec le réformisme d'un J.J. Servan-Schreiber, le centrisme d'un Lecanuet ou les gouvernements classés à gauche (la social-démocratie). D'ailleurs cette tendance à l'économie dirigée ne date pas d'hier : H. Noyelle en 1934 la prônait dans son ouvrage « Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée » (Ed. Sirey) et elle devait l'emporter en France en 1946 avec le Plan Monnet. En fait, l'idée est venue des USA (et oui !) où l'on parlait de monnaie dirigée (*managed currency*) et d'*expérience Roosevelt* à la suite de la crise de 1929 :

l'économie dirigée telle que l'expérimentait Roosevelt était une économie de compromis, et dirigée par qui ? par l'Etat, bien sûr !

En second lieu, croire que les activités économiques resteront indéfiniment figées dans le carcan capitalisme-socialisme, c'est faire peu de cas de l'évolution et se montrer bien présomptueux sur nos petites idées du moment : qu'en restera-t-il quand le temps aura passé ?

Ensuite nos économistes – et particulièrement nos politiciens de l'économie – ont tendance à confondre Progrès et Taux de Croissance. Or, le progrès, c'est la Nature (*l'ordre naturel*) qui en est le ferment et qui a fait apparaître successivement la vie végétative, le mammifère actif, l'homme actif et pensant, et cela à un rythme toujours plus rapide. On ne peut douter que l'homme, grâce à son propre cerveau mais aussi à l'aide des cerveaux artificiels qu'il arrive à produire, est en train – et cela toujours dans *l'ordre naturel* des choses – d'accélérer plus encore le progrès, et que cette accélération est susceptible d'augmenter à l'infini, même si cela reste encore difficilement accessible à notre entendement. Par contre, la croissance économique telle que nous l'entendons actuellement (taux de croissance de production de produits de consommation bien définis), c'est tout autre chose : comment en effet un « taux de croissance économique » pourrait-il se perpétuer à l'infini ? C'est un peu comme si on affirmait que le nombre d'habitants de la planète irait toujours en augmentant, et cela toujours plus vite. Mais, foin d'explosions démographiques, restons dans le domaine économique et situons-nous au point où l'analyse économique de la société industrielle devient lumineuse : dès lors que la population mondiale aura acquis sa stabilité relative, c'est-à-dire que l'ensemble du globe sera parvenu au même niveau de développement, si chaque habitant possède, par exemple, une voiture et si la production a néanmoins encore besoin de progresser chaque année de 3 ou 5 ou 8 % (en taux de croissance) afin d'assurer, dans le jargon d'aujourd'hui, le niveau de l'économie (plein emploi, salaire, marge bénéficiaire, etc.), l'automobiliste à la fin, pour satisfaire cette boulimie de production, sera amené à changer son véhicule tous les mois,

voire tous les jours (le même raisonnement peut être répété en remplaçant « voiture » par « maison », par « télévision », par « réfrigérateur », par « téléphone portable », par « ordinateur », etc. ou plus généralement par « ensemble des besoins »).

Vers le terme des années soixante du XX<sup>e</sup> siècle est apparue l'expression de **Société de Consommation** tandis que le commerce prenait le nom évocateur de **Distribution**. Il est vrai que dans le même temps les deux lois des affaires se sont appelées : Production de Masse et Conquête des Marchés. De quoi il résulte que l'activité humaine de nos jours peut se résumer par ces trois mots : Produire, Distribuer, Consommer. Produire en masse. Distribuer en chaîne. Consommer jusqu'au gaspillage. Et le même état d'esprit, sous des apparences différentes, se retrouvait à l'Est comme à l'Ouest, dans les démocraties qui étaient dites populaires (!) comme dans les démocraties dites libérales.

Par cet ouvrage, je veux montrer que nous vivons en ce moment la fin de l'âge d'or de ce que j'appellerai la **Société socialo-capitaliste de Consommation**. Celle-ci a commencé avec les « nouveaux riches » et s'achève, sans bien s'en rendre compte, avec les « nouveaux pauvres ».

La décennie soixante-dix a été marquée par les signes avant-coureurs de la fin d'une ère : les gouvernants, perdant le contrôle du gouvernail (mais affirmant le contraire), répétaient, angoissés, sans bien savoir ce que ça voulait dire : « la crise pétrolière » ; on parlait de « choc » ; d'autres disaient : « la crise internationale » ; puis d'autres diront encore : « la crise du dollar »... ou plus généralement : « la crise monétaire »... Mais cette angoisse ne concernait que le présent ; on s'attachait à rétablir les équilibres économiques avec les vieilles recettes, comme si la « crise » n'avait été qu'un simple orage passager.

Puis, plus tard, le camp collectiviste n'existant plus, on parle de **mondialisation**, de **globalisation** et, comme il faut toujours à tout une force antagoniste, on a vu apparaître les Alternatifs, les José Bové, autrement dit les *anti-mondialistes* opposés à une concurrence mondiale libérale, qualifiée de sauvage.